

## KIMBÉ RÈD PA MOLI ! CONTRE LA VIE CHÈRE EN MARTINIQUE, TENEZ-BON !

Tire-au-flanc, une insulte qu'on veut maintenant porter fièrement contre les exploiteurs qui nous font trimer tous les jours pour s'enrichir et les va-t-en-guerre de tous les pays qui voudraient envoyer les prols s'entretuer dans le seul but de défendre leur porte-monnaie. Au Tire-au-flanc on diffuse des infos sur les luttes de ceux qui comme nous n'ont pas d'autre choix que d'aller bosser pour vivre, de notre classe : les prolétaires. Et comme notre condition ne connaît pas de frontière, on veut parler de ceux qui se soulèvent ici comme de l'autre côté des océans ! Depuis le 1er septembre, la Martinique vit au rythme des blocages de routes et d'infrastructures et des affrontements avec les forces de l'État. Des milliers de martiniquais et martiniquaises se soulèvent, excédés par les prix exorbitants (environ 40 % supérieurs à la France) et les salaires encore plus pourris qu'ici. Les conditions des travailleurs là-bas sont rendus plus invivables qu'en « métropole » par un système post-colonial poussiéreux. Quelques familles héritières des planteurs négriers sont en situation de quasi-monopole sur l'économie en général, et le commerce en particulier. Elles multiplient les filiales à différents niveaux de la chaîne d'approvisionnement, générant ainsi des profits faramineux.

### Les mêmes causes produisent les mêmes effets

Tous unis contre la vie chère qu'y disaient...



Cette situation n'est pas nouvelle. En 2009 déjà la Guadeloupe puis la Martinique ont connu une révolte d'ampleur contre le coût de la vie et pour des hausses de salaires. Grève générale et blocages avaient paralysés l'économie des deux îles de janvier à mars. A l'époque, les mobilisations avaient été lancées par le LKP (Liyannaj

Kont Pwofitasyon) en Guadeloupe et le collectif "Pawol Pou Nou" en Martinique. Ces deux collectifs fonctionnaient comme des sortes d'intersyndicales élargies rassemblant syndicats et associations. Même si des formes d'organisations locales ont émergé à la base, notamment sur les blocages, c'était bien les directions des différentes organisations qui décidaient de la conduite du mouvement et menaient les négociations. La radicalité des actions et la détermination dans la grève étaient réelles mais uniquement dans le cadre permis par ceux qui négociaient. Ces organisations ont contrôlé et encadré la lutte pour qu'elle n'aille pas trop loin et que leur rôle d'intermédiaire avec l'État et les patrons ne soit pas remis en cause.



### Autres époques, autres mœurs

Aujourd'hui les moyens sont différents. Lancé le 1er septembre avec le blocage du port de Fort-de-France, reconduit les jours qui ont suivi, le mouvement semble moins en mesure d'être encadré. Les prols qui luttent aujourd'hui expriment fortement leur refus d'être représenté et leur dégoût des partis et syndicats. Le RPPRAC (Rassemblement pour la protection des peuples et des ressources afro-caribéennes) à l'origine des premières manifestations, participe aux négociations (au côté des syndicats qui eux ne participent même pas aux mobilisations...) mais semble, pour l'instant au moins, tenu par la base à refuser tout compromis. Dans la rue les actions semblent moins centralisées et organisées de manière plus autonome : manifestations massives, actions d'agitation contre les supermarchés, blocages de routes, pillages, affrontements contre les flics... Les modes d'action sont divers et le mouvement ne semble pour l'instant pas s'épuiser après plus d'un mois et demi, malgré une répression féroce et un accord au rabais signé par l'État, le patronat et les directions syndicales qui n'ont jamais aussi bien porté leur nom de partenaires sociaux...

### « BAISSÉ PRI-LA, NOU LÉ ! »

En Martinique on essaye de résoudre le problème du coût de la vie de manière inventive ! Quand on ne peut pas directement vider le magasin certains ont eu l'idée de remplir des caddies ras la gueule de produits frais et hors de prix. Arrivé à la caisse l'équation est posée simplement : on sort gratos ou bien la marchandise reste dans les caddies jusqu'à être invendable, et en prime les caisses restent bloquées ! Peut être une bonne idée pour diminuer drastiquement les prix dans les prochains temps ? Et si le patron ne cède pas, ce qui sera souvent (toujours ?) le cas, ce sera toujours ça de perdu pour lui et on aura pu passer un moment à discuter avec les employés !

### L'INFLATION, KEZAKO

L'inflation, c'est quand le prix des marchandises augmente en continu. Les justifications sont nombreuses : augmentation du prix des matières premières, crise du covid, guerre, nananinana... Le résultat c'est : moins de produits dans nos caddies ! C'est une baisse de salaire, les prix augmentent mais pas les payes ou alors moins vite. À l'inverse les profits des capitalistes augmentent et l'État perçoit plus de taxes. Nombreux sont les mouvements qui se sont attaqués aux conséquences de l'inflation ces dernières années autour du monde, continuons jusqu'à en détruire ses moteurs : le capitalisme et l'exploitation !

# GILETS JAUNES FOREVER



Il y a 6 ans, le 17 novembre 2018 toute ce que la France compte de rond points se couvrait de barrages plus ou moins filtrants. L'île de La Réunion, ouvrait avec quelques heures d'avance le bal de ce qui deviendrait la plus grande révolte qu'ai connu la France depuis mai 68. Partout on répondait à des appels à revêtir son gilet fluo pour occuper les rond-points à la périphérie des villes et villages à l'intersection des grands axes. Ces appels s'étaient répandus comme des traînées de poudre sur Facebook pour protester contre la vie chère et en premier lieu contre l'augmentation du prix du gazole (1,50 le litre, un doux souvenir aujourd'hui...). Au fur et à mesure des semaines, une multitude de revendications dispersées s'agglutine autour d'un mot d'ordre général qui pourrait être traduit par : « marre de passer notre vie à la gagner et que ça ne suffise même pas à finir le mois ». Le 1er et le 8 décembre c'est toute une partie du mouvement qui monte à l'affrontement à Paris (mais aussi dans de nombreuses villes plus ou moins grandes), visant clairement les lieux de pouvoir et les quartiers bourgeois. Malgré tout le pouvoir tient, l'Élysée ne tombe pas, peut-être n'y a-t-on pas assez cru ? Pris entre des tentatives de récupération de certains politicards, au mépris des autres et à ceux qui veulent avant tout que le mouvement serve leurs petits objectifs sectoriels comme les petits patrons du BTP par exemple, le mouvement continue de s'organiser quotidiennement pendant plusieurs mois. Entre manifestations dans les grandes villes, blocages d'axes ou de zones indus, mise à sac et pillage des quartiers de bourgeois, occupations de rond-points ou de bâtiments, c'est l'économie qu'on attaque. Mais l'épuisement finit par gagner ceux qui s'y sont donnés corps et âmes et la répression féroce étouffe le mouvement. Aujourd'hui il ne nous reste plus grand chose du rapport de force qui nous a permis de faire trembler l'État et les bourgeois mais le souvenir est encore vivace. Bon anniversaire à tous ceux qui ont dans leur coffre un gilet jaune froissé et dans leur tête ce cri qui a résonné partout : RÉVOLUTION !

## "LE PIB NE SE MANGE PAS"

Une phrase souvent entendue en 2024 dans les rues kényanes. En effet, la croissance économique du pays monte en flèche depuis 15 ans mais l'inflation généralisée dépasse les 7% en 2022 puis en 2023. Comme partout dans le monde, la flambée des prix s'applique encore plus aux produits de première nécessité, sujets à la spéculation de la part des marchands. A cela s'ajoute un chômage de masse et une corruption endémique. Pour ne rien arranger, l'État s'est lancé ces dernières années dans des chantiers pharaoniques pour aménager le territoire. Participant à la hausse du prix des loyers et surtout plongeant l'État dans une crise de la dette dont il ne voit pas le fond. Ces nouvelles infrastructures sont par ailleurs trop onéreuses pour la population qui n'y a pas accès, à l'image de la voie rapide de Nairobi quasi inutilisée.

Germe alors dans la tête des gouvernants et députés, qui sont étroitement liés aux capitalistes nationaux, quand ils ne le sont pas eux même, l'idée d'augmenter les impôts et taxes en ciblant particulièrement les produits et services du quotidien (nourriture, transport, internet etc...). Ces mesures touchent l'ensemble de la population, c'est la goutte de trop! Certaines franges de la jeunesse étudiante ou diplômée qui subit un chômage massif commencent à s'organiser, d'abord sur les réseaux sociaux, puis pacifiquement dans la rue. En mai, la lutte prend de l'ampleur et est rejointe par de nombreux travailleurs et chômeurs ne supportant plus les conditions qu'on leur impose.

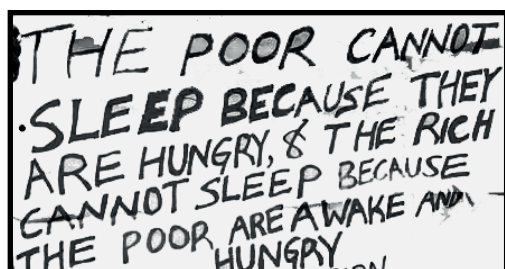


porcherie...

Pour la première fois depuis longtemps au Kenya, un large mouvement de rue s'empare du pays dans des dizaines de villes. Un peu partout dans le pays les gens s'organisent sans parti ni syndicat, laissent déborder leur colère et critiquent le pouvoir en place.

Dans le centre-ville de Nairobi la capitale, des manifestations monstrueuses et très mobiles convergent vers les institutions pour faire retirer les nouvelles lois sur la fiscalité. Les numéros de téléphone des dirigeants et des policiers fuient sur les réseaux... En juin, les manifestations massives s'enchaînent et le 25 juin, c'est le Parlement qui est pris d'assaut, le bureau du gouverneur est incendié, la foule désarmée s'affronte avec la police, pillant les magasins, prenant directement ce dont on a besoin. Ailleurs, le palais présidentiel de Nakuru est attaqué, des locaux politiques du parti au pouvoir et des bâtiments sont incendiés. L'armée est déployée et tue des dizaines de protestataires, le lendemain le gouvernement recule et retire les lois.

Depuis, les mobilisations ont continué, s'essouffant tout de même nous posant des questions sur la nature de ses mouvements et de comment aller plus loin. Que faire une fois que nos gouvernements reculent ? Toujours est-il qu'un mois plus tard au Nigeria, des prolétaires se sont révoltés à leur tour rejetant la dégradation des conditions de vie de plus en plus dégueulasses. La question de la vie chère semble effervescente un peu partout, en espérant que ces fronts de la guerre de classe se renforcent et étendent la perspective révolutionnaire internationale.



Nairobi juin 2024